

Nicolas Marchand

Présidentielle : quelques arguments contre tout nouvel effacement, pour une décision claire de présentation d'un candidat communiste

Dans le débat sur l'élection présidentielle, des camarades préconisent d'envisager à nouveau que le Parti communiste s'absente au motif de permettre le rassemblement sur une candidature «de gauche ».

Ce serait la 3ème fois en 3 élections successives. L'expérience est là pour montrer que cela reviendrait à un effacement des idées communistes du débat politique national dont la campagne présidentielle est l'occasion. Cela mettrait aussi les forces militantes du parti au service non pas de ses idées, mais de la promotion durable du candidat choisi et de ses idées. Nous avons assez fait l'expérience terrible, presque fatale, des conséquences d'un tel effacement sur notre influence et notre électorat, que ce soit, à deux reprises, en faveur de Mitterrand, ou 2 fois encore, à l'appui de Mélenchon. C'est une première raison de ne pas persister dans ce chemin, comme nous l'avons très majoritairement décidé au 38ème Congrès, en choisissant le « Manifeste » contre le projet de Pierre Laurent de perpétuer l'ancienne stratégie.

L'argument principal des tenants d'un nouvel effacement, c'est la priorité donnée au rejet à tout prix _ faut-il dire « quoi qu'il en coûte » ? _ d'un 2eme tour Macron_Le Pen. Les données politiques connues, et prévisibles, rendent cependant plus qu'hypothétique la possibilité pour un.e candidat.e d'une part de réunir toutes les composantes de gauche, et d'autre part, si cette réunion se réalisait, de parvenir à dépasser les candidatures de droite et d'extrême-droite.

Mais ce n'est pas la principale objection : à supposer que cela devienne possible, se qualifier pour le 2eme tour pour quoi faire ? A quoi bon si c'est pour refaire ce qui a amené à la situation actuelle ? A quoi bon si c'est ouvrir la voie d'une nouvelle impasse, ou vers le pire ?

Qu'est-ce qui a produit la bipolarisation Macron - Le Pen ?

Faut-il rappeler la responsabilité de Mitterrand dans l'opération initiale de promotion de Le Pen au motif de diviser la droite, pour parer à la déception de l'électorat de gauche, à partir du tournant de la rigueur ?

Faut-il rappeler que Macron a été le produit de la dérive sociale-libérale du PS, déjà avec le gouvernement Jospin puis en pire avec Hollande ?

Faut-il rappeler la responsabilité des gouvernements de gauche successifs dans l'abstention qui a gagné une part si importante de l'électorat de gauche et populaire, laissant place à une domination, en partie par défaut, de la droite et de l'extrême droite.

Le parti communiste ne doit pas participer en s'effaçant au lancement d'un variant vert ou social-démocrate de Hollande, pour de nouvelles déceptions funestes du peuple de gauche.

Cela ne veut pas dire qu'il faille renoncer à une perspective unitaire. Mais il ne faut pas refaire ce qui a échoué. Il y a besoin d'une nouvelle perspective unitaire, avec de nouvelles bases. Sur des bases suffisamment transformatrices pour réussir face à une crise que l'épidémie de Covid a aggravé, à laquelle elle a ajouté une dimension de crise sanitaire, mais n'a pas effacé sa dimension principale de crise globale du système capitaliste. Face à cette crise, les réponses qui dominent à gauche aujourd'hui, des réponses réformistes, sans mise en cause des règles du système, sont vouées à l'échec. Qui peut croire sérieusement que quelques mois peuvent suffire à rassembler la gauche, dans l'état idéologique où elle se trouve, sur un projet à la hauteur?

C'est la question de fond : la dimension transformatrice incontournable du rassemblement à construire.

D'ailleurs je remarque, à la lecture des arguments avancés, que ce soit au CN ou dans les contributions, que les camarades qui préconisent de ne pas présenter de candidat, ou de se préparer

à le retirer, font abstraction de la crise et de la radicalité des transformations qu'elle rend nécessaires.

Cherchez une référence précise à cette crise du système capitaliste dans les interventions au CN : vous ne la trouverez que dans les interventions des camarades qui appuient le choix d'une candidature communiste. Dans les autres, le capitalisme est à peine nommé, le capital encore moins, et la crise n'est nommée que comme sanitaire. A remarquer aussi, chez les camarades défavorables à une candidature communiste, l'absence de référence au besoin de mettre en débat notre projet de société.

Cela va même jusqu'à la proposition, formulée dans une tribune collective et au CN, de réduire notre objectif à « *un changement de régime* », considéré comme une base déjà consensuelle à gauche. Un changement de régime, pas un changement de société ! Le glissement n'est pas mince. S'agirait-il, en proposant de baisser ainsi la barre, de nous entraîner dans l'illusion d'une promesse d'avancée progressiste, sans toucher radicalement immédiatement à l'économie, aux entreprises, aux banques, au pouvoir du capital ?

Rabaisser ainsi le niveau des enjeux de transformation relativise énormément le besoin d'une candidature communiste ...

Un besoin absolu par contre s'il s'agit d'occuper le terrain et les possibilités de la campagne présidentielle pour faire connaître et progresser les idées et propositions transformatrices, révolutionnaires et réalistes, le projet de société qui font l'originalité de notre parti.

Cette originalité, elle a une ligne directrice qui nous distingue fondamentalement des autres projets portés à gauche : faire reculer dans tous les domaines la domination du capital, ses exigences, ses pouvoirs, pour une autre manière de produire, développer les être humains et préserver la planète. Elle est dans la proposition d'engager la construction d'un système de sécurité d'emploi, de formation et de revenu, permettant un formidable progrès social : l'éradication du chômage et une révolution : l'émancipation des salariés de la sujétion à leurs employeurs. Elle est dans la dimension révolutionnaire de la conquête de pouvoirs des salariés, des populations, des élus, faisant reculer les pouvoirs du capital, pour une autre gestion des entreprises et une autre utilisation de l'argent, notamment celui des banques. Elle est dans la proposition de financer un développement massif de services publics démocratisés, à partir d'un fond européen alimenté par la BCE., élément de la transformation radicale nécessaire de la construction européenne, etc ...

Nous avons les moyens, avec les idées produites par le parti, son Congrès, ses commissions, d'une campagne communiste offensive et argumentée qui fasse événement dans la campagne présidentielle ; il s'agit de rendre populaires nos idées les plus novatrices, avec toute leur radicalité et leur réalisme ; il s'agit de faire vivre le débat d'idée, la confrontation indispensable des propositions à gauche. On avancera ainsi dans la construction d'un rassemblement agissant contre le capital, et d'une nouvelle perspective unitaire, dès les législatives, pour lesquelles notre campagne présidentielle sera le moyen de dégager de l'espace à nos candidats. A condition de ne pas priver de toute crédibilité la décision de candidature en laissant la porte ouverte à son retrait, la réduisant à n'avoir été que le moyen d'un marchandage électoraliste, d'ailleurs déjà mis sur la table par Mélenchon, dans une manœuvre aussi grossière que ses appels insistants aux communistes à se mobiliser contre leur direction pour le soutenir.

Bien sur, parce que nous avons été très affaiblis, il faut de l'audace pour relever ce défi, pour affronter cette bataille. Relevons le, avec Fabien Roussel. En 2022, le pire serait de nous absenter une fois encore. Ce ne sera pas la fin de l'histoire. Un début plutôt, du point de vue du combat et du rassemblement nécessaire: il s'agit d'ouvrir une nouvelle page, pas seulement pour le PCF. Pour un mouvement populaire contre le capital. Pour une influence nouvelle des idées communistes sur toute la gauche jusqu'à de nouvelles bases pour son union. Pour une gauche enfin capable d'affronter la crise du système, de lui offrir une issue.